



MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES SOCIAUX ET SPECIFIQUES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Pouvoir adjudicateur :

COMMUNE DE LA FERTÉ-GAUCHER

Hôtel de ville

1, place du Général De Gaulle

77320 La Ferté-Gaucher

Objet :

**CONFECTION ET LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE
POUR LA RESTAURATION SCOLAIRE**

Marché A Procédure Adaptée (MAPA) selon l'objet : Services sociaux et spécifiques ; traité à prix unitaires selon un accord cadre mono attributaire à bon de commande.

Identification du signataire :

Monsieur le Maire, Michel JOZON, dûment habilité par délibération n° 68/2020 du 1^{er} septembre 2020.

DATE ET HEURES LIMITES DE RECEPTION DES OFFRES :

Vendredi 06 juin 2025 à 12h00

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat

- 1.1 - Objet du contrat
- 1.2 - Décomposition du contrat
- 1.3 - Type d'accord-cadre
- 1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

2 - Pièces contractuelles

- 2.1 - Les pièces particulières
- 2.2 - Les pièces générales

3 - Durée et délais d'exécution

- 3.1 - Durée du contrat
- 3.2 - Reconduction.

4 - Prix

- 4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués
- 4.2 - Contenu des prix
- 4.3 - Modalités de variation des prix
- 4.4 - Clauses butoir et de sauvegarde

5 - Garanties Financières

6 - Avance

7 - Modalités de règlement des comptes

- 7.1 - Acomptes mensuels
- 7.2 - Présentation des demandes de paiement
- 7.3 - Délai global de paiement
- 7.4 - Paiement des cotraitants
- 7.5 - Paiement des sous-traitants

8 - Conditions d'exécution des prestations

- 8.1 - Lieux d'exécution
- 8.2 - Moyens mis à la disposition du titulaire
- 8.3 - Aménagements des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché
- 8.4 - Stockage, emballage et transport
- 8.5 - Livraison

9 - Opérations de vérifications

- 9.1 - Vérifications
- 9.2 - Décision après vérification

10 - Garantie des prestations

11 - Pénalités

12 - Assurances

13 - Mesures d'urgence

14 - Résiliation du contrat

- 14.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre
- 14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

15 - Règlement des litiges et langues

16 - Modifications de l'accord cadre

17 - Protection des données à caractère personnel

18 - Obligations générales des parties

19 - Dérogations

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent

CONFECTION ET LIVRAISON DE REPAS EN LIAISON FROIDE POUR LA RESTAURATION SCOLAIRE

La présente consultation concerne :

• La fabrication des repas :

- La fabrication depuis un ou des sites de production répondant aux exigences du cahier des charges et à la réglementation (qualité, hygiène, capacité, mode opératoire), le conditionnement des repas de l'ensemble des convives du service et le transport des repas en liaison froide sur les lieux du service,
- L'approvisionnement en denrées alimentaires et leur entreposage sur l'ensemble des sites de la commune et dans les conditions réglementaires concernant les repas d'appoint en cas d'incident.
- La gestion et l'organisation de la production des repas,
- L'élaboration des menus en concertation avec les services de la Ville,
- La livraison des repas jusqu'aux frigos.

• Les autres prestations compris dans le prix :

- L'organisation, la préparation et la participation aux actions d'animation ou d'informations nutritionnelles et aux repas à thèmes validés par la Ville et proposés par le titulaire,
- La mission d'assistance technique et de conseils,
- La formation technique du personnel municipal du service de restauration collective scolaire,
- Le contrôle de l'hygiène, notamment la réalisation, aux frais du titulaire, des autocontrôles microbiologiques prévus par la réglementation,
- L'assistance technique de gestion par un représentant du Titulaire,
- La fourniture et contrôle d'hygiène et autocontrôle microbiologique.

Les caractéristiques techniques des prestations objet du présent accord cadre sont précisées dans le cahier des clauses techniques particulières.

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Le recours à l'allotissement est rendu techniquement difficile au regard de l'interaction entre les prestations et des garanties qui en découlent.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre est passé en application des articles L.2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de **160.000,00 € HT**.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par l'acheteur au fur et à mesure des besoins par l'émission de bon de commande.

Les bons de commande comporteront :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire.
- La référence au marché ;
- La désignation de la prestation ;
- La date du bon de commande ;
- La quantité commandée ;
- Les lieux et dates de livraison.
- Toutes informations utiles à la réalisation des prestations

Le responsable du service scolaire ou son représentant, est habilité à passer les commandes afférentes au présent marché, sur les périodes scolaires.

Les ordres de commande seront transmis au titulaire par mail, la veille avant 10H pour le lendemain. Les repas du lundi seront commandés le vendredi. Toute modification sera réalisée dans les 24H ou 48H avant 11H.

Le titulaire ne peut prétendre au règlement des prestations exécutées que dans la mesure où elles ont fait l'objet d'un bon de commande notifié, sauf cas prévu ci-dessus, avant toute exécution.

2 – Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

2.1 – Les pièces particulières

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes ;
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Les avenants intervenus ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes, notamment le cadre de réponse technique (CRT) ;
- Les bons de commande émis et ses annexes éventuelles ;
- Les déclarations de sous-traitance et ses avenants.

2.2 – Les pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de fournitures courantes (FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 consultable sur :
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- Les normes professionnelles applicables à la date de notification du présent marché.

3 – Durée et délais d'exécution

3.1 - Durée du contrat

Le marché est conclu pour une période initiale de **12 mois**.

Le marché est conclu à compter du 26 août 2025.

Les délais d'intervention ont été remis par le titulaire lors de la remise de son offre et reporté à l'acte d'engagement. Ces délais sont contractuels et en cas de non-respect feront l'objet de pénalités définies au présent document.

3.2 - Reconduction

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme.

Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues, est de **36 mois**.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par l'acheteur au moins **3 mois** avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

4 – Prix

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix unitaires dont le libellé est donné dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) non exhaustif.

La monnaie de compte et de règlement du marché est l'Euro.

4.2 – Contenu des prix

Les prix s'entendent marchandises livrées franco de port.

Ils sont réputés comprendre :

- Les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention nécessaire et au transport en liaison froide jusqu'aux différents lieux de livraisons ;
- Les prestations particulières et animations listées ;
- Le sel, le poivre, la moutarde, la vinaigrette, le ketchup (de qualité diététique maximale), la mayonnaise et les serviettes.

Les prix comprennent en outre les frais généraux, impôts et taxes afférents à la prestation.

Ils sont établis toutes taxes comprises et doivent faire apparaître le montant hors taxe, la TVA, en montant et en pourcentage.

Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

4.3 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres ; soit avril 2025 pour ce marché.

Les prix seront révisés **tous les 6 mois pour la première année d'exécution et pour les périodes de reconductions**, selon la formule préconisée par la DAJ (Direction des Affaires Juridiques et le SNRC (Syndicat National de la Restauration Collective)

<https://www.economie.gouv.fr/daj/mise-jour-de-la-fiche-sur-lindexation-des-prix-dans-les-marches-publics-de-services-de>

<https://www.snrc.fr/lindex-du-secteur-de-la-restauration-collective/> :

$$\text{Prix révisé} = \frac{\text{Index RC Période en cours}}{\text{Index RC de référence}} \times \text{Prix de référence}$$

Les index RC reposent sur des données publiées par l'INSEE, et sont consultables à l'adresse URL suivante : <https://www.snrc.fr/lindex-du-secteur-de-la-restauration-collective/>

Le mois retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule.

Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Le titulaire devra remettre son nouveau bordereau des prix unitaires avec les prix révisés pour chaque période de révision.

Arrondis :

Lors de la mise en œuvre de la formule de mise à jour de prix, les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum deux décimales. Pour chacun de ces calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- si la troisième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;*
- si la troisième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la deuxième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).*

4.4 – Clauses butoir et de sauvegarde

Clause butoir : Le montant du marché résultant de l'ensemble des ajustements ne peut pas dépasser de plus de 5% le montant initial du marché.

Clause limitative de sauvegarde : Le marché pourra être résilié par l'acheteur sans indemnité, dès lors que l'évolution moyenne de l'ensemble des prix pratiqués au titre du marché entraînera une augmentation, pour des prestations identiques ou équivalentes, de plus de 5% sur l'année, par rapport aux tarifs initialement proposés par le titulaire dans le bordereau des prix.

5 – Garanties financières

Sans objet.

6 – Avance

Il n'est accordé aucune avance.

7 – Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes mensuels

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues au CCAG – FCS.

A sa demande expresse et si le marché le permet, le titulaire du marché peut percevoir des acomptes mensuels lorsqu'il est une petite et moyenne entreprise, une société coopérative ouvrière de production, un groupement de producteurs agricoles, un artisan, une société coopérative d'artisans.

7.2 - Présentation des demandes de paiement

Les prestations seront réglées mensuellement à terme échu.

Chaque bon de commande donnera lieu à une facture mensuelle pour les restaurants scolaires de l'école élémentaire du Grand Morin et l'école maternelle « Les Grenouilles ».

Dans le cas d'une commande incomplète, la facture ne pourra être adressée à la ville qu'après la livraison du reliquat.

La constatation du service fait permet d'enclencher la demande de paiement du titulaire sur son fondement.

Les demandes de paiements seront présentées de la sorte :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro d'identification TVA intracommunautaire ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro et l'objet du marché ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la dénomination précise et le détail des prestations effectuées ;

- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément au détail des prix unitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement seront adressées à :

Marie de La Ferté-Gaucher
Service comptabilité
1 place du Général De Gaulle
77320 La Ferté-Gaucher

Factures dématérialisées : CHORUS PRO :

NOTA : L'ordonnance du 26 juin 2014 rend obligatoire la transmission par voie dématérialisée des factures des fournisseurs (titulaires, sous-traitants ou cotraitants) aux entités publiques, selon un calendrier progressif défini par la loi du 3 janvier 2014. Cette obligation s'applique depuis :

- le 1er janvier 2017 aux 200 plus grandes entreprises.
- le 1er janvier 2019 pour les petites ou moyennes entreprises.
- le 1er janvier 2020 pour les microentreprises.

Pour ce faire, l'Etat met à disposition des fournisseurs le portail chorus-factures (<https://chorus-factures.budget.gouv.fr>).

7.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de **30 jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt légal en vigueur et non celui de la Banque Centrale Européenne. Le taux d'intérêt légal qui sera à prendre en compte sera celui en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, un seul taux s'appliquant pour toute la durée du marché.

7.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 3.5 et l'article 12.1 du CCAG-FCS.

7.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom de l'acheteur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à l'acheteur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à l'acheteur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

L'acheteur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par l'acheteur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'acheteur de l'avis postal mentionné ci-dessus. L'acheteur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

8 – Conditions d'exécution des prestations

8.1 – Lieux d'exécution

Les dispositions de l'article 17 du CCAG-FCS s'appliquent.

8.2 – Moyens mis à la disposition du titulaire

L'acheteur ne met pas de moyens à la disposition du titulaire. Toutefois, si cela doit se faire pendant la durée d'exécution, les dispositions de l'article 18 du CCAG-FCS s'appliqueront.

8.3 – Aménagements des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché

Les dispositions de l'article 19 du CCAG-FCS s'appliquent.

8.4 – Stockage, emballage et transport

Les dispositions de l'article 20 du CCAG-FCS s'appliquent.

8.5 – Livraison

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de

l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

Les fournitures livrées par le titulaire doivent être accompagnées d'un bon de livraison, dressé distinctement pour chaque destinataire, et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire ;
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas où la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

9 – Opérations de vérifications

9.1 - Vérifications

L'acheteur peut, à tout moment, et sans en référer préalablement au titulaire, procéder à tous les contrôles qu'il jugerait nécessaires en vue de vérifier la conformité des prestations et des modalités de leur exécution avec les clauses du présent marché.

Les contrôles sont effectués soit par l'acheteur, soit par ses représentants dûment mandatés par écrit.

Afin de permettre la vérification de la qualité de certaines prestations, l'acheteur pourra demander communication par le titulaire du marché de toutes pièces comptables ou autres.

Indépendamment des contrôles que les agents spécialisés des administrations compétentes pourraient décider d'effectuer de leur propre initiative dans l'exercice de leurs fonctions, l'acheteur se réserve le droit de faire réaliser des contrôles par tout service compétent, en particulier :

- La Direction Départementale de la Protection des Populations
- L'Agence Régionale de Santé

Ces interventions, à la demande de l'acheteur, des agents officiels de contrôle ne font pas obstacle aux interventions que ces agents décideraient de leur propre initiative dans l'exercice de leurs fonctions.

9.2- Décision après vérification

Compte tenu de la nature des prestations, et par dérogation du CCAG-FCS, les décisions de réfaction ou de rejet ne sont pas soumises aux articles 30-3 et 30-4.

Lors des vérifications qualitatives et quantitatives, si des denrées sont avariées ou non conformes après déballage, ces dernières pourront être, sur décision de l'acheteur, soit remplacées immédiatement (à 10h30 dernier délai), soit déduites de la facture.

Si les quantités livrées ne sont pas conformes ou que les produits ne correspondent pas à la commande (qualité non conforme), la commune ou son représentant peut

mettre le titulaire du marché en demeure par tous moyens à sa disposition (par téléphone, fax, mail...) :

- soit de compléter immédiatement, et à ses frais, la livraison à concurrence de la quantité totale prévue lors de la commande (à 10h30 dernier délai) ;
- soit de livrer immédiatement, à ses frais, la prestation conforme en qualité (à 10h30 dernier délai).
- soit d'utiliser le stock tampon après accord de la collectivité.

10 – Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

11 – Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le titulaire subira en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire comme suit selon l'importance des travaux :

Dénomination	Montant de la pénalité
En cas de non-respect des menus décidés en concertation avec la Ville	500€ HT par manquement
En cas de repas non fourni ou partiellement	Montant égal au triple des repas non livrés
En cas de non-respect des horaires de livraison des repas	100€ HT /quart d'heure de retard et par site
Non-respect des grammages (contrôle aléatoire)	4€ HT par repas
En cas de non-respect des règles en vigueur en matière d'hygiène alimentaire	200€ HT par manquement
En cas de non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité (plan Vigipirate, normes de sécurités et HACCP)	100€ HT par manquement
En cas de non-respect des DLC y compris sur le stock tampon.	500€ HT par manquement
En cas de non-respect des modalités d'étiquetage des barquettes	250€ HT par manquement
En cas de livraison de fruits non consommables (trop mûrs, trop verts), contrôlés par un agent de restauration, non remplacés par un dessert de substitution	1€ HT par fruit manquant
En cas de non réalisation de la maintenance annuelle des fours mis à disposition	1 000€ HT par site

En cas de non-respect des engagements pris concernant la qualité et la provenance des produits entrant dans la composition des repas, le titulaire devra en justifier la raison	100€ HT par manquement
En cas de retard dans la production de tout document (analyses bactériologiques, synthèse des achats pour déclaration Égalim, certificats de provenance, etc...) demandé par l'acheteur	50€ HT par jour de retard

Ces pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable sur simple confrontation.

12 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Le titulaire sera tenu de garantir la responsabilité qu'il est susceptible d'encourir à raison des dommages causés aux tiers en vertu de l'article 1384 du code civil, que ces dommages soient causés :

- par le personnel salarié de l'entreprise ou toute personne sous la responsabilité de celle-ci dans l'activité nécessitée par l'exécution du contrat, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes, y compris le sous-traitant agréé ;
- par le matériel ou les produits utilisés ;
- du fait des prestations exécutées ou du fait d'un événement engageant la responsabilité de l'entreprise.

Seront notamment couverts tous les risques d'intoxication alimentaire.

L'assurance du titulaire couvrira également les dommages aux biens dont il a l'usage quant aux risques :

- de vol du matériel nécessaire au fonctionnement de l'exploitation,
- de dommages matériels et immatériels consécutifs.

L'entreprise sera tenue d'informer l'acheteur de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation, le changement de compagnie, cela dans les quinze jours suivant sa décision.

Il est spécifié également que la prise d'effet du marché est subordonnée à la remise par son titulaire d'un exemplaire de sa police d'assurance « responsabilité civile » contractée à cet effet, pour agrément préalable.

Le titulaire sera tenu de présenter au début de chaque année de prestation une attestation délivrée par la compagnie d'assurance détaillant la nature et l'étendue des garanties et justifiant le paiement de la prime afférente à l'année en cours.

En cas d'existence d'une franchise dans le contrat souscrit par le titulaire, ce dernier sera réputé la prendre entièrement à sa charge.

13 – Mesures d'urgence

L'acheteur peut prendre d'urgence, en cas de carence grave du titulaire, notamment en matière d'hygiène et de sécurité, toute mesure qui s'impose, à la charge du titulaire.

Sauf cas de force majeure, les conséquences financières de ces mesures seront à la charge exclusive du titulaire, qui ne pourra revendiquer aucun préjudice du fait de la mesure d'urgence prise par le l'acheteur.

14 – Résiliation du contrat

14.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Si des indisponibilités répétitives d'un ou plusieurs services ont donné lieu à une mise en demeure restée sans effet, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du titulaire, conformément aux dispositions des articles 38 à 41 du CCAG-FCS.

En outre, le marché pourra être résilié dans le cas prévu à l'article « Redressement ou liquidation judiciaire » du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'acheteur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire l'acheteur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. Cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L.627-2 du Code de commerce, le juge-commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation du marché est prononcée, sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité du titulaire.

Dans cette hypothèse, l'acheteur pourra accepter la continuation du marché pendant la période visée à la décision de justice ou résilier le marché sans indemnité pour le titulaire.

15 – Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MELUN est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

16 – Modification de l'accord cadre

Les modalités visées aux articles L.2194-1 et R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique sont applicables au marché.

17 – Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

18 – Obligations générales des parties

Conformément à l'article 3 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- au montant de son capital ;
- aux personnes ou aux groupes qui contrôlent l'entreprise ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

19 – Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4 du CCAG - FCS
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 11 du CCAG - FCS
- L'article 9.2 du CCAP déroge à l'article 30 du CCAG -FCS
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG - FCS